



**INSTITUT BELGE DES SERVICES POSTAUX
ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

**CONSULTATION ORGANISÉE PAR LE CONSEIL DE L'IBPT À LA
DEMANDE DU CABINET DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE**

DU 6 JUILLET 2012

**CONCERNANT DEUX PROJETS D'ARRÊTÉS ROYAUX RELATIFS À LA
COMPOSANTE SOCIALE DU SERVICE UNIVERSEL :**

- **Avant-projet d'arrêté royal relatif au contenu et aux modalités de la déclaration concernant la fourniture volontaire de la composante sociale du service universel**
- **Avant-projet d'arrêté royal relatif aux modalités de transfert de certains bénéficiaires de la composante sociale du service universel**

Modalités de réponse au présent document

Délai de réponse : jusqu'au **10 AOUT 2012**

Personne de contact : Marie-Eve BONDRUIT, Premier Conseiller (02 226 89 15)
Adresse de réponse par e-mail : marie-eve.bondroit@ibpt.be

Les réponses sont attendues uniquement par voie électronique.

Il est demandé d'utiliser le « *Formulaire de couverture à joindre à la réponse à une consultation publique organisée par l'IBPT* ». Une version électronique de ce formulaire peut être téléchargée sur le site <http://www.ibpt.be> (IBPT > Publications > Consultations).

L'IBPT souhaite également que les commentaires fassent référence aux paragraphes et/ou sections qu'ils concernent.

TABLE DES MATIÈRES

1	OBJET.....	3
2	AVANT-PROJET D'ARRÊTÉ ROYAL RELATIF AU CONTENU ET AUX MODALITÉS DE LA DÉCLARATION CONCERNANT LA FOURNITURE VOLONTAIRE DE LA COMPOSANTE SOCIALE DU SERVICE UNIVERSEL.....	4
3	AVANT-PROJET D'ARRÊTÉ ROYAL RELATIF AUX MODALITÉS DE TRANSFERT DE CERTAINS BÉNÉFICIAIRES DE LA COMPOSANTE SOCIALE DU SERVICE UNIVERSEL.....	10

1 OBJET

1. Le projet de loi portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques adopté en séance plénière du Sénat le 28 juin 2012 modifie en profondeur les principes contenus dans l'article 74 de la loi relative aux Communications électroniques du 13 juin 2005 en ce qui concerne la détermination des opérateurs qui doivent fournir des tarifs sociaux (voir Doc 53 2143/007 Chambre et Doc 53 1677/4 Sénat).

2. Les nouvelles dispositions de l'article 74 portent :

« Art. 74. § 1er La composante sociale du service universel consiste en la fourniture, par les opérateurs mentionnés aux paragraphes 2 et 3 offrant un service de communications électroniques accessible au public aux consommateurs, de conditions tarifaires particulières à certaines catégories de bénéficiaires.

Les catégories de bénéficiaires et les conditions tarifaires visées à l'alinéa 1er, ainsi que les procédures visant à l'obtention desdites conditions tarifaires sont définies en annexe.

§ 2. Tout opérateur offrant un service de communications électroniques accessible au public aux consommateurs dont le chiffre d'affaires portant sur les services de communications électroniques accessibles au public est supérieur à cinquante millions d'euros fournit la composante sociale du service universel mentionnée au paragraphe 1er.

Le Roi fixe les modalités de transfert des bénéficiaires d'un opérateur qui n'a pas été désigné selon la procédure visée à l'alinéa 1er vers un opérateur qui a été désigné ou qui a fait la déclaration mentionnée au paragraphe 3.

§ 3. Tout opérateur offrant un service de communications électroniques accessible au public aux consommateurs dont le chiffre d'affaires portant sur les services de communications électroniques accessibles au public est inférieur ou égal à cinquante millions d'euros et qui a déclaré son intention à l'Institut de fournir la composante sociale du service universel mentionnée au paragraphe 1er sur un réseau terrestre fixe ou mobile ou sur les deux, fournit cette composante pour une durée de cinq années.

Le Roi, sur proposition de l'Institut fixe le contenu précis ainsi que les modalités de la déclaration visées à l'alinéa 1er.

Le Roi fixe les modalités de transfert des bénéficiaires d'un opérateur qui n'a pas fait la déclaration visée à l'alinéa 1er vers un opérateur qui a fait cette déclaration ou vers un opérateur qui a été désigné selon la procédure visée au paragraphe 2, alinéa 1er. ».

3. On remarquera que l'article 74 nouveau prévoit deux arrêtés d'application, l'un relatif aux modalités de la déclaration que doivent faire les opérateurs qui ont la faculté de fournir des tarifs sociaux, l'autre relatif aux modalités de transfert des clients d'un opérateur qui ne souhaite plus fournir des tarifs sociaux vers un opérateur qui fournit des tarifs sociaux.

4. On trouvera ci-dessous les deux projets d'arrêté royaux soumis à consultation.

2 AVANT-PROJET D'ARRÊTÉ ROYAL RELATIF AU CONTENU ET AUX MODALITÉS DE LA DÉCLARATION CONCERNANT LA FOURNITURE VOLONTAIRE DE LA COMPOSANTE SOCIALE DU SERVICE UNIVERSEL

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
PROJET DU 15 mai 2012	ONTWERP VAN 15 mei 2012
Arrêté royal relatif au contenu et aux modalités de la déclaration concernant la fourniture volontaire de la composante sociale du service universel	Koninklijk besluit betreffende de inhoud en nadere regels van de aangifte in verband met de vrijwillige levering van het sociale element van de universele dienst
RAPPORT AU ROI	VERSLAG AAN DE KONING
<p>Sire,</p> <p><u>Généralités :</u></p> <p>La loi du xxx 2012 portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques apporte d'importantes modifications au régime de la composante sociale du service universel prévu par la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, ci-après reprise sous la dénomination « la loi ». Cette composante du service universel est définie désormais par l'article 74, §1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005 précitée comme la fourniture de conditions tarifaires particulières à certaines catégories de bénéficiaires.</p> <p>L'article 74, § 2, de la loi impose à tous les opérateurs offrant un service de communications électroniques accessible au public aux consommateurs dont le chiffre d'affaires portant sur les services de communications électroniques accessibles au public est supérieur à cinquante millions d'euro de fournir la composante sociale du service universel.</p> <p>À l'inverse, l'article 74, § 3, alinéa 1^{er} de la loi permet aux opérateurs qui ont un chiffre d'affaires inférieur ou égal à 50 millions d'euros dans ce secteur d'activité de fournir la composante sociale du service universel.</p> <p>Ces derniers opérateurs doivent pour ce faire effectuer une déclaration auprès de l'Institut</p>	<p>Sire,</p> <p><u>Algemeen:</u></p> <p>De wet van xxx 2012 houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie brengt grondige wijzigingen aan in het stelsel van het sociale element van de universele dienst waarin de wet van 13 juni betreffende de elektronische communicatie (hierna "de wet") voorziet. Dit element van de universele dienst wordt vanaf nu gedefinieerd door artikel 74, § 1, eerste lid, van de voormelde wet van 13 juni 2005 als de levering van bijzondere tariefvoorwaarden aan sommige categorieën van begunstigen.</p> <p>Artikel 74, § 2, van de wet verplicht alle operatoren die aan de consumenten een openbare elektronische-communicatiedienst aanbieden en van wie de omzet met betrekking tot de openbare elektronische-communicatiediensten hoger is dan vijftig miljoen euro, het sociale element van de universele dienst te verstrekken.</p> <p>Omgekeerd geeft artikel 74, § 3, eerste lid, van de wet de operatoren met een omzet van minder dan of gelijk aan 50 miljoen euro in die bedrijfssector de toestemming om het sociale element van de universele dienst te verstrekken.</p> <p>Die laatste operatoren moeten daartoe een aangifte indienen bij het Belgisch Instituut voor</p>

<p>belge des services postaux et des télécommunications – ci-après IBPT –, par laquelle ils annoncent leur intention de fournir la composante sociale du service universel pendant une période de cinq ans.</p> <p>Le présent arrêté définit le contenu et les modalités de ladite déclaration que ces opérateurs doivent faire auprès de l'IBPT.</p>	<p>postdiensten en telecommunicatie – hierna het BIPT –, waarmee zij hun voornemen aankondigen om het sociale element van de universele dienst voor een periode vijf jaar te zullen verstrekken.</p> <p>Het onderhavige besluit definieert de inhoud en de nadere regels van die aangifte die deze operatoren moeten doen bij het BIPT.</p>
<u>Commentaire article par article :</u>	<u>Artikelsgewijze bespreking:</u>
Article 1 ^{er}	Artikel 1
Cet article définit un certain nombre de termes apparaissant dans l'arrêté. Pour le reste, les définitions de l'article 2 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques s'appliquent.	Dit artikel definieert een aantal in het besluit voorkomende termen. Voor het overige gelden de definities uit artikel 2 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
Article 2	Artikel 2
<p>L'article 2 reprend les indications qui doivent figurer dans la déclaration faite par un opérateur visé par l'article 74, § 3, de la LCE.</p> <p>Outre son identité, l'opérateur doit mentionner le dernier montant disponible du chiffre d'affaires réalisé dans le secteur des communications électroniques afin de permettre à l'IBPT de vérifier que ce chiffre est bien en-dessous de la barre des 50 millions d'euros. Il est à souligner que l'absence d'un chiffre d'affaires réalisé précédemment ne peut être un obstacle à ce qu'un opérateur fournisse sur base volontaire la composante sociale du service universel. Ainsi, un opérateur entrant sur le marché peut, s'il le souhaite, offrir dès sa première année d'activité la composante sociale du service universel.</p> <p>L'opérateur doit mentionner sur quel(s) type(s) de réseau(x) il fournira la composante sociale du service universel à savoir un réseau fixe, un réseau mobile ou les deux types de réseaux.</p> <p>L'opérateur doit mentionner également quel(s) service(s) il offre et sur le(s)quel(s) il appliquera le tarif social, entre le service de téléphonie accessible au public et/ou le service permettant l'accès à Internet.</p> <p>Enfin, l'opérateur doit indiquer la date à partir de laquelle il fournira la composante sociale du service universel. En effet, l'article 74, § 3, de la loi du 13 juin 2005 prévoit que l'opérateur qui</p>	<p>Artikel 2 omvat de vermeldingen die moeten voorkomen in de aangifte die een door artikel 74, § 3, van de WEC bedoelde operator doet.</p> <p>Behalve zijn identiteit moet de operator het laatste beschikbare bedrag vermelden van de omzet die behaald is in de sector van de elektronische communicatie opdat het BIPT kan nagaan of dat cijfer wel degelijk onder de grens van 50 miljoen euro valt. Er moet worden onderstreept dat het gebrek aan een eerder behaalde omzet niet mag beletten dat een operator op vrijwillige basis het sociale element van de universele dienst verstrekt. Zo kan een operator die op de markt komt, indien hij dat wenst, vanaf zijn eerste jaar van activiteit al het sociale element van de universele dienst verstrekken.</p> <p>De operator moet vermelden op welk(e) soort(en) van netwerk hij het sociale element van de universele dienst zal verstrekken, namelijk op een vast netwerk, op een mobiel netwerk of op allebei.</p> <p>De operator moet ook vermelden welke dienst(en) hij aanbiedt en op welke hij het sociale tarief zal toepassen, tussen de openbare telefoondienst en/of de dienst die internettoegang mogelijk maakt.</p> <p>Ten slotte moet de operator de datum opgeven vanaf wanneer hij het sociale element van de universele dienst zal leveren. Artikel 74, § 3, van de wet van 13 juni 2005 schrijft immers voor dat</p>

souhaite fournir volontairement la composante du service universel s'engage pour une période de cinq ans. Il faut donc fixer de manière certaine le point de départ de cette période de cinq ans.	een operator die vrijwillig het sociale element van de universele dienst wil verstrekken, zich verbindt voor een periode van vijf jaar. Het startpunt van die vijfjarige periode moet daarom met zekerheid worden bepaald.
Article 3	Artikel 3
Cet article précise que la déclaration de l'opérateur doit être envoyée sur format papier par lettre recommandée à l'IBPT.	Dit artikel preciseert dat de aangifte van de operator aangetekend, op papier moet worden verstuurd naar het BIPT.
Article 4	Artikel 4
L'article stipule qu'une fois que l'IBPT sera en possession d'une déclaration, il dispose d'un délai de 30 jours pour adresser un accusé de réception à l'opérateur. Cet accusé de réception sera la preuve pour l'opérateur que sa déclaration a été dûment enregistrée par l'IBPT. D'autre part, l'IBPT créera sur son site Internet à l'adresse IBPT.be / BIPT.be / xxx une rubrique recensant les opérateurs qui se sont volontairement engagés à fournir la composante sociale du service universel. L'IBPT publiera dans cette rubrique le nom de l'opérateur, mentionnera le type de réseau (fixe, mobile ou les deux) sur lequel l'opérateur fournira la composante sociale et indiquera la durée de la période de cinq ans pendant laquelle l'opérateur fournira la composante sociale. Le premier jour de cette période sera celui mentionné par l'opérateur dans sa déclaration.	Het artikel bepaalt dat zodra het BIPT in het bezit is van een aangifte, het 30 dagen tijd heeft om aan de operator een ontvangstbevestiging te sturen. Deze ontvangstbevestiging zal voor de operator het bewijs vormen dat zijn aangifte naar behoren door het BIPT is geregistreerd. Bovendien zal het BIPT op zijn website met als adres IBPT.be / BIPT.be / xxx een rubriek maken die de operatoren opsomt die zich vrijwillig ertoe verbonden hebben om het sociale element van de universele dienst te verstrekken. Het BIPT zal in die rubriek de naam van de operator publiceren, het soort van netwerk (vast, mobiel of beide) vermelden waarop de operator het sociale element zal verstrekken en de duur aangeven van de vijfjarige periode waarin de operator het sociale element zal verstrekken. De eerste dag van deze periode zal diegene zijn die de operator in zijn aangifte heeft vermeld.
Article 5	Artikel 5
Cet article porte sur l'exécution de l'arrêté.	Dit artikel betreft de uitvoering van het besluit.
Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.	Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.
J'ai l'honneur d'être, Sire,	Ik heb de eer te zijn, Sire,
de Votre Majesté, le très respectueux et très fidèle serviteur,	van Uwe Majesteit, de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaar,
Le Ministre de l'Economie	De Minister van Economie
Johan VANDE LANOTTE	Johan VANDE LANOTTE

[DATE]. – Arrêté royal relatif au contenu et aux modalités de la déclaration concernant la fourniture volontaire de la composante sociale du service universel	[DATUM]. – Koninklijk besluit betreffende de inhoud en nadere regels van de aangifte in verband met de vrijwillige levering van het sociale element van de universele dienst
ALBERT II, Roi des Belges,	ALBERT II, Koning der Belgen,
A tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 74, § 3, alinéa 2 ;	Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 74, § 3, tweede lid;
Vu la proposition du xxx de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications;	Gelet op het voorstel van xxx van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le [date];	Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op [datum];
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le [date];	Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting van [datum];
Vu l'avis [xxxxx/x] du Conseil d'État, donné le [date];	Gelet op advies [xxxxx/x] van de Raad van State, gegeven op [datum];
Sur proposition du Ministre ...	Op de voordracht van de Minister ...
Nous avons arrêté et arrêtons:	Hebben Wij besloten en besluiten Wij:
Chapitre 1 ^{er} . - Définitions	Hoofdstuk 1. - Definities
Article 1 ^{er} . Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par:	Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :
1° « Loi » : loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ;	1° "Wet": wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie ;
2° « Institut » : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications tel que visé à l'article 13 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges ;	2° "Instituut": het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie zoals bedoeld in artikel 13 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector;
3° « composante sociale » : la composante sociale du service universel, telle que mentionnée à l'article 74, § 1 ^{er} , de la loi ;	3° "sociaal element": het sociale element van de universele dienst, zoals vermeld in artikel 74, § 1, van de wet;
4° « déclarant » : opérateur offrant un service de communications électroniques accessible au public manifestant son intention de fournir la composante sociale sur un réseau terrestre fixe ou mobile ou sur les deux pour une durée de cinq années.	4° "aangever": operator die een openbare elektronische-communicatiedienst aanbiedt en zijn voornemen laat blijken om gedurende vijf jaar het sociale element te verstrekken op een vast of mobiel terrestrisch netwerk of op beide.

Chapitre 2. – Contenu de la déclaration	Hoofdstuk 2. – Inhoud van de aangifte
<p>Art. 2. La déclaration dont il est question à l'article 74, § 3, de la loi comprend :</p> <p>1° l'identité, l'adresse du déclarant et le nom d'une personne de contact;</p> <p>2° le dernier montant disponible du chiffre d'affaires réalisé par le déclarant dans le secteur des services de communications électroniques accessible au public ;</p> <p>3° la mention du type de réseau fourni par le déclarant - un réseau exclusivement fixe - un réseau exclusivement mobile - un réseau à la fois fixe et mobile</p> <p>4° la mention du type de réseau sur lequel le déclarant applique le tarif social ;</p> <p>5° l'information selon laquelle il offre ou n'offre pas à des consommateurs : - un service de téléphonie accessible au public ; - un service d'accès à l'Internet</p> <p>6° la date à partir de laquelle la composante sociale est fournie par le déclarant.</p>	<p>Art. 2. De aangifte waarvan sprake in artikel 74, § 3, van de wet omvat:</p> <p>1° de identiteit, het adres van de aangever en de naam van een contactpersoon;</p> <p>2° het laatste beschikbare bedrag van de omzet die de aangever heeft behaald in de sector van de openbare elektronische communicatiediensten;</p> <p>3° de vermelding van het soort van netwerk dat door de aangever wordt verstrekt - een uitsluitend vast netwerk - een uitsluitend mobiel netwerk - een zowel vast als mobiel netwerk</p> <p>4° de vermelding van het soort van netwerk waarop de aangever het sociale tarief toepast;</p> <p>5° de informatie of hij al dan niet aan consumenten het volgende verstrekt: - een openbare telefoondienst; - een dienst voor internettoegang</p> <p>6° de datum vanaf wanneer het sociale element door de aangever wordt verstrekt</p>
Chapitre 3. – Modalité de la déclaration	Hoofdstuk 3. – Nadere regels voor de aangifte
<p>Art. 3. La déclaration mentionnée à l'article 2 est envoyée par courrier recommandé à l'attention de l'Institut.</p>	<p>Art. 3. De in artikel 2 vermelde aangifte wordt aangetekend verstuurd naar het Instituut.</p>
<p>Art. 4. Dans les 30 jours suivant la réception de l'envoi mentionné à l'article 3, l'Institut :</p> <p>1° adresse un accusé de réception au déclarant lui indiquant que sa déclaration a été enregistrée ;</p> <p>2° publie sur son site Internet, dans une rubrique créée à cet effet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du déclarant qui s'est engagé à fournir volontairement la composante sociale du service universel ; - le type de réseau sur lequel le déclarant s'est engagé à fournir la composante sociale ; - le(s) service(s) offerts entre le service de téléphonie accessible au public et/ou l'accès à l'Internet ; - la durée de la période de cinq ans pendant laquelle le déclarant s'est 	<p>Art. 4. Binnen 30 dagen na de ontvangst van de in artikel 3 vermelde verzending:</p> <p>1° richt het Instituut een ontvangstbevestiging aan de aangever, waarin wordt meegedeeld dat zijn aangifte geregistreerd is;</p> <p>2° publiceert het Instituut op zijn website in een daartoe gemaakte rubriek:</p> <ul style="list-style-type: none"> - de naam van de aangever die zich ertoe verbonden heeft om vrijwillig het sociale element van de universele dienst te verstrekken; - het soort van netwerk waarop de aangever zich verbonden heeft het sociale element te verstrekken; - de dienst(en) die wordt/worden aangeboden tussen de openbare telefoondienst en/of de internettoegang; - de looptijd van de vijfjarige periode

engagé à fournir la composante sociale.	waarin de aangever zich heeft verbonden om het sociale element te verstrekken.
Chapitre 4. - Exécution	Hoofdstuk 5. - Uitvoering
Art. 5. Le ministre qui a les télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.	Art. 5. De minister bevoegd voor telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Donné à , le [Date]	Gegeven te , [DATUM]
PAR LE ROI:	VAN KONINGSWEGE:
Le Ministre de l'Economie	De Minister van Economie
Johan VANDE LANOTTE	Johan VANDE LANOTTE

3 AVANT-PROJET D'ARRÊTÉ ROYAL RELATIF AUX MODALITÉS DE TRANSFERT DE CERTAINS BÉNÉFICIAIRES DE LA COMPOSANTE SOCIALE DU SERVICE UNIVERSEL

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
PROJET DU 15 mai 2012	ONTWERP VAN 15 mei 2012
Arrêté royal relatif aux modalités de transfert de certains bénéficiaires de la composante sociale du service universel	Koninklijk besluit betreffende de nadere regels inzake overdracht van sommige begunstigden van het sociale element van de universele dienst
RAPPORT AU ROI	VERSLAG AAN DE KONING
<p>Sire,</p> <p><u>Généralités :</u></p> <p>L'article X de la loi du xxx portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques modifie l'article 74 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</p> <p>Désormais, l'article 74, § 2, prévoit que seuls les opérateurs offrant un service de communications électroniques accessible au public aux consommateurs dont le chiffre d'affaires portant sur les services de communications électroniques accessibles au public est supérieur à cinquante millions d'euro doivent fournir la composante sociale du service universel.</p> <p>En vertu de l'article 74, § 3, les opérateurs qui ont un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions d'euros dans ce secteur d'activité peuvent s'ils le souhaitent fournir la composante sociale du service universel.</p> <p>Sous le régime antérieur, tous les opérateurs offrant un service de communications électroniques accessible au public avaient l'obligation de fournir la composante sociale du service universel.</p> <p>Il est dès lors possible que certains opérateurs qui par le passé offraient à leurs abonnés une réduction tarifaire en application de la composante sociale du service universel ne soient plus aujourd'hui légalement contraints de fournir cet avantage tarifaire.</p>	<p>Sire,</p> <p><u>Algemeen:</u></p> <p>Artikel X van de wet van xxx houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie wijzigt artikel 74 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</p> <p>Voortaan schrijft artikel 74, § 2, voor dat enkel de operatoren die aan de consumenten een openbare elektronische-communicatiedienst aanbieden en van wie de omzet met betrekking tot de openbare elektronische-communicatiediensten hoger is dan vijftig miljoen euro, het sociale element van de universele dienst moeten verstrekken.</p> <p>Krachtens artikel 74, § 3, mogen de operatoren met een omzet van minder dan 50 miljoen euro in die bedrijfssector, indien ze dat wensen, het sociale element van de universele dienst verstrekken.</p> <p>In het vroegere stelsel waren alle operatoren die een openbare elektronische-communicatiedienst aanboden, verplicht om het sociale element van de universele dienst te verstrekken.</p> <p>Daardoor is het mogelijk dat een aantal operatoren die vroeger aan hun abonnees een tariefkorting aanboden in het kader van het sociale element van de universele dienst, tegenwoordig niet meer wettelijk verplicht zijn om dat tariefvoordeel te verlenen.</p>

Consultation du 6 juillet 2012 organisée par le Conseil de l'IBPT à la demande du cabinet du ministre de l'économie concernant deux projets d'arrêtés royaux relatifs à la composante sociale du service universel

<p>Des bénéficiaires d'un tarif téléphonique social sous le régime antérieur pourraient donc se trouver dans des liens contractuels avec un opérateur qui n'a plus l'obligation de fournir ce tarif social.</p> <p>Cette modification de leur situation contractuelle nécessite une prise en charge.</p> <p>En effet, l'article 74, § 3, al. 3, confie au Roi la mission de fixer les modalités de transfert des bénéficiaires d'un opérateur qui n'a pas fait la déclaration visée à l'alinéa 1^{er} vers un opérateur qui a fait cette déclaration ou vers un opérateur qui a été désigné selon la procédure visée à l'article 74, § 2, al.1^{er}.</p> <p>En effet, le fait pour un opérateur de ne plus offrir la réduction tarifaire liée à la composante sociale du service universel doit être assimilée à une modification d'une clause du contrat donnant, sur base de l'article 108, § 2, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, le droit à l'abonné de résilier le contrat sans pénalité.</p> <p>Conformément à l'article 74, § 3, al. 3, de la loi, les opérateurs qui ne sont plus légalement tenus de fournir la composante sociale du service universel et qui n'ont pas déclaré vouloir fournir cette composante sur base volontaire doivent s'adresser individuellement à chacun de leurs abonnés bénéficiant de la composante sociale au moins un mois avant la date à laquelle l'avantage tarifaire sera supprimé.</p> <p>Les abonnés auront alors, sans pénalité, le choix entre trois possibilités :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soit rester chez l'opérateur auprès duquel ils avaient un contrat, mais alors sans bénéficier de la réduction liée aux tarifs téléphoniques sociaux ; • Soit changer d'opérateur pour conclure un contrat avec un nouvel opérateur qui n'offre pas la réduction liée aux tarifs téléphoniques sociaux ; • Soit changer d'opérateur pour conclure un contrat avec un nouvel opérateur qui offre la réduction liée aux tarifs téléphoniques sociaux. <p>Le présent arrêté royal vise ainsi à régler la question du transfert éventuel de ces</p>	<p>Het zou dus kunnen dat begunstigden van een sociaal telefoontarief onder het vroegere stelsel nu contractueel verbonden zijn met een operator die niet langer verplicht is om dat sociale tarief te verstrekken.</p> <p>Deze wijziging van hun contractuele situatie vergt een overname.</p> <p>Artikel 74, § 3, derde lid, vertrouwt immers aan de Koning de opdracht toe om de nadere regels vast te stellen voor de overdracht van de begunstigden van een operator die geen in het eerste lid bedoelde aangifte heeft gedaan, naar een operator die deze aangifte wel heeft gedaan of naar een operator die is aangewezen volgens de procedure bedoeld in artikel 74, § 2, eerste lid.</p> <p>Het feit dat een operator niet langer de tariefkorting verleent die verbonden is aan het sociale element van de universele dienst moet immers worden gelijkgesteld aan een wijziging van een clause van het contract die op basis van artikel 108, § 2, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie de abonnee het recht geeft om het contract op te zeggen zonder een boete.</p> <p>Overeenkomstig artikel 74, § 3, derde lid, van de wet moeten de operatoren die niet langer wettelijk verplicht zijn om het sociale element van de universele dienst te verstrekken en die niet hebben aangegeven dat ze dat element op vrijwillige basis willen verstrekken, ten minste een maand voor de datum waarop het tariefvoordeel zal vervallen, zich individueel richten tot al hun abonnees die het sociale element genieten.</p> <p>De abonnees zullen dan zonder boete de keuze hebben tussen drie mogelijkheden:</p> <ul style="list-style-type: none"> • ofwel blijven bij de operator bij wie ze een contract hadden, maar dan zonder de korting te krijgen die verbonden is aan de sociale telefoontarieven; • ofwel van operator veranderen en een contract sluiten met een nieuwe operator die de korting in verband met sociale telefoontarieven niet aanbiedt; • ofwel van operator veranderen en een contract sluiten met een nieuwe operator die de korting in verband met sociale telefoontarieven wel aanbiedt. <p>Het onderhavige koninklijk besluit heeft dus tot doel de kwestie te regelen van de eventuele</p>
---	--

bénéficiaires d'un tarif social en vertu du régime ancien vers un opérateur qui assure toujours la fourniture de la composante sociale du service universel, notamment dans un souci de simplification administrative. Il faut en effet éviter que des personnes qui bénéficient de la composante sociale du service universel et pour qui il a été procédé récemment à l'examen des conditions d'octroi doivent, si elles souhaitent changer d'opérateur, effectuer auprès du nouvel opérateur de nouvelles démarches visant à prouver leur qualité d'ayant droit.

Bien qu'il gère la base de données relatives aux catégories des bénéficiaires du tarif social, l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT) ne peut exercer son droit à vérifier qu'il est toujours satisfait aux conditions d'octroi qu'une fois tous les deux ans.

Aussi la date de dernière vérification des conditions d'octroi déterminera le déroulement de la procédure de transfert d'un bénéficiaire vers un opérateur qui fournit toujours la composante sociale du service universel. Cette demande de transfert doit être introduite par le bénéficiaire auprès de l'opérateur vers qui le bénéficiaire souhaite voir son dossier de tarif social transféré. Une fois cette demande introduite :

- S'il a été confirmé par l'IBPT que le bénéficiaire répondait toujours aux conditions pour bénéficier du tarif social durant les deux années qui précèdent l'introduction de la demande de transfert, il ne sera procédé à aucune nouvelle vérification des conditions d'octroi.
- Dans la négative, la demande de transfert introduite par le bénéficiaire et transmise par l'opérateur à l'Institut générera tout d'abord une vérification automatisée des conditions d'octroi ; s'il peut être établi de cette manière que le bénéficiaire répond aux conditions d'octroi, l'opérateur sera informé et aucun document ou attestation ne sera demandée. Dans le cas contraire, le demandeur sera invité par l'IBPT à renvoyer les informations ou documents manquants.

overdracht van deze begunstigen van een sociaal tarief dat gebaseerd is op het vroegere stelsel, naar een operator die nog steeds het sociale element van de universele dienst verstrekt, met name met het oog op administratieve vereenvoudiging. Er moet immers worden vermeden dat personen die het sociale element van de universele dienst genieten en voor wie de toekenningsvoorwaarden pas zijn onderzocht, als ze van operator willen veranderen, bij de nieuwe operator nieuwe stappen moeten ondernemen om hun hoedanigheid als rechthebbende te bewijzen.

Hoewel het de databank in verband met de categorieën van begunstigen van het sociale tarief beheert, kan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (BIPT) slechts één keer om de twee jaar zijn recht uitoefenen om na te gaan of nog steeds aan de toekenningsvoorwaarden is voldaan.

Daarom zal de datum van laatste verificatie van de toekenningsvoorwaarden het verloop bepalen van de procedure voor overdracht van een begunstigde naar een operator die het sociale element van de universele dienst nog altijd verstrekt. Dit verzoek om overdracht moet door de begunstigde worden ingediend bij de operator naar wie de begunstigde zijn dossier inzake het sociale tarief wil zien overdragen. Nadat dit verzoek is ingediend:

- zullen de toekenningsvoorwaarden niet opnieuw worden geverifieerd, indien gedurende de twee jaar die voorafgaan aan de indiening van het verzoek om overdracht door het BIPT is bevestigd dat de begunstigde nog steeds aan de voorwaarden voldeed om het sociale tarief te krijgen.
- Zo niet, zal het verzoek om overdracht dat de begunstigde heeft ingediend en dat door de operator overgezonden is naar het Instituut allereerst een geautomatiseerde verificatie van de toekenningsvoorwaarden voortbrengen; indien op die manier kan worden vastgesteld dat de begunstigde aan de toekenningsvoorwaarden voldoet, zal de operator ervan op de hoogte worden gebracht en zullen er geen documenten of attesten worden gevraagd. In het tegenovergestelde geval zal het BIPT de aanvrager uitnodigen om de ontbrekende inlichtingen of documenten terug te sturen.

<p>S'il y a lieu de vérifier que les conditions d'octroi sont toujours satisfaites, cette vérification se fera dans le respect de la procédure prévue à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 20 juillet 2006 fixant les modalités de fonctionnement de la composante sociale du service universel des communications électroniques.</p> <p>Outre la procédure de transfert du droit au tarif social, il y a lieu également de transférer le contrat du bénéficiaire. Suite à la procédure de l'article 108, § 2, de la loi précitée, le contrat entre un bénéficiaire et l'opérateur qui a renoncé à continuer à fournir la composante sociale du service universel s'éteint du fait du changement des conditions générales et un nouveau contrat naît entre le bénéficiaire et l'opérateur qui fournit toujours la composante sociale du service universel.</p> <p>Remarquons que le nombre de personnes qui disposaient en 2011 d'une réduction tarifaire auprès d'un des cinq opérateurs qui sont susceptibles de ne plus fournir la composante sociale du service universel représente 0,16 % de l'ensemble des bénéficiaires des tarifs sociaux.</p>	<p>Wanneer moet worden nagegaan of de toekenningsvoorwaarden nog steeds vervuld zijn, zal deze verificatie plaatsvinden met inachtneming van de procedure van artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 20 juli 2006 tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van het sociale element van de universele dienst inzake elektronische communicatie.</p> <p>Behalve de procedure voor de overdracht van het recht op het sociale tarief, moet ook het contract van de begunstigde worden overgedragen. Naar aanleiding van de procedure van artikel 108, § 2, van de voormelde wet verstrijkt het contract tussen een begunstigde en de operator die niet langer het sociale element van de universele dienst wil verstrekken, doordat de algemene voorwaarden veranderen en ontstaat er een nieuw contract tussen de begunstigde en de operator die het sociale element van de universele dienst nog steeds verstrekt.</p> <p>We wijzen er nog op dat het aantal personen die in 2011 een tariefkorting genoten bij een van de vijf operatoren die het sociale element van de universele dienst waarschijnlijk niet meer zullen verstrekken, 0,16% van alle begunstigten van sociale tarieven vertegenwoordigt.</p>
<u>Commentaire article par article :</u>	<u>Artikelsgewijze bespreking:</u>
Article 1 ^{er}	Artikel 1
Cet article définit un certain nombre de termes utilisés dans l'arrêté. Pour le reste, les définitions de l'article 2 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques s'appliquent.	Dit artikel definieert een aantal in het besluit gebruikte termen. Voor het overige gelden de definities uit artikel 2 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
Article 2	Artikel 2
L'article 2 prévoit que lorsque un opérateur ne fournissant plus la réduction liée à la composante sociale du service universel exécute les formalités imposées par l'article 108, § 2, de la loi précitée, il doit mentionner dans le courrier individualisé et personnalisé qu'il adresse à son client qui disposait de cette réduction en application de l'ancienne législation, les éléments suivants.	Artikel 2 bepaalt dat wanneer een operator die niet langer de korting verleent die verbonden is aan het sociale element van de universele dienst, de formaliteiten vervult die opgelegd worden door artikel 108, § 2, van de voormelde wet, hij de volgende elementen moet vermelden in de geïndividualiseerde en gepersonaliseerde brief die hij richt aan zijn klant die overeenkomstig de oude wetgeving deze korting genoot.
Un courrier doit être adressé à chacun des clients concernés et traiter du seul sujet de	Er moet aan elke betrokken klant een brief worden gericht die enkel gaat over de afschaffing

<p>l'abandon de la réduction tarifaire. La communication de l'opérateur ne peut donc être annexée ou incluse dans un envoi contenant par exemple une facture ou une annonce publicitaire et ne peut prendre une forme électronique ou orale.</p> <p>La lettre doit être individualisée, c'est-à-dire porter le nom et l'adresse du client à qui elle s'adresse.</p> <p>Outre les autres obligations imposées par la loi à propos des modifications des conditions contractuelles, la lettre individuelle et personnalisée doit contenir deux indications afin que le client bénéficiaire soit pleinement informé.</p> <p>Tout d'abord, il convient d'indiquer au bénéficiaire que la réduction tarifaire ne lui sera plus accordée parce que l'opérateur n'assure plus la fourniture de la composante sociale du service universel.</p> <p>De plus, afin de permettre au bénéficiaire de changer d'opérateur, il faut lui communiquer la liste et les adresses des opérateurs qui fournissent toujours le tarif social.</p> <p>Cette liste et ces adresses seront communiquées par l'Institut aux opérateurs qui ne fournissent plus la composante sociale du service universel.</p>	<p>van de tariefkorting. De mededeling van de operator mag dus geen bijlage vormen van, noch ingesloten worden in een zending die bijvoorbeeld een factuur of een reclameboodschap bevat en mag niet elektronisch of mondeling geschieden.</p> <p>De brief moet geïndividualiseerd zijn, dus de naam en het adres dragen van de klant aan wie deze gericht is.</p> <p>Behalve de overige verplichtingen die door de wet worden opgelegd inzake wijzigingen van de contractuele voorwaarden moet de individuele en gepersonaliseerde brief twee vermeldingen bevatten opdat de begunstigde klant volledig ingelicht wordt.</p> <p>Allereerst moet aan de begunstigde worden vermeld dat de tariefkorting hem niet langer zal worden toegekend omdat de operator niet langer het sociale element van de universele dienst verstrekt.</p> <p>Om de begunstigde de kans te geven om van operator te veranderen moeten hem bovendien de lijst en de adressen worden meegedeeld van de operatoren die nog steeds het sociale tarief verstrekken.</p> <p>Deze lijst en die adressen zullen door het Instituut worden meegedeeld aan de operatoren die het sociale element van de universele dienst niet meer verstrekken.</p>
<p>Article 3</p>	<p>Artikel 3</p>
<p>La demande de transfert doit être introduite par le bénéficiaire auprès de l'opérateur vers qui il souhaite voir son dossier de tarif social transféré. Cette demande est transmise par l'opérateur à l'Institut par l'intermédiaire de l'outil informatique de gestion de la base de données relatives aux catégories des bénéficiaires des tarifs téléphoniques sociaux mentionnée à l'article 22, § 2, de l'annexe à loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</p> <p>Dans le respect de l'article 22, § 2, alinéa 5 de l'annexe à loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques selon lequel l'Institut est habilité à vérifier une fois tous les deux ans si le bénéficiaire a encore droit au tarif social, il sera, le cas échéant, procédé à la vérification des conditions d'octroi, en appliquant la procédure d'attribution du tarif social prévue à</p>	<p>Het verzoek om overdracht moet door de begunstigde worden ingediend bij de operator naar wie hij zijn dossier inzake het sociale tarief wil zien overdragen. Dit verzoek wordt door de operator overgezonden naar het Instituut via het computerprogramma voor het beheer van de databank betreffende de categorieën van begunstigten van sociale telefoontarieven waarvan sprake in artikel 22, § 2, van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</p> <p>Met inachtneming van artikel 22, § 2, vijfde lid, van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, volgens hetwelk het Instituut bevoegd is om een keer om de twee jaar na te gaan of de begunstigde nog recht heeft op het sociale tarief, zal in voorkomend geval worden overgegaan tot de verificatie van de toekenningsvoorwaarden,</p>

l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 20 juillet 2006 fixant les modalités de fonctionnement de la composante sociale du service universel des communications électroniques.	waarbij de procedure voor de toekenning van het sociale tarief wordt toegepast die bepaald is in artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 20 juli 2006 tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van het sociale element van de universele dienst inzake elektronische communicatie.
Article 4	Artikel 5
Cet article porte sur l'exécution de l'arrêté.	Dit artikel betreft de uitvoering van het besluit.
Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.	Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.
J'ai l'honneur d'être, Sire,	Ik heb de eer te zijn, Sire,
de Votre Majesté, le très respectueux et très fidèle serviteur,	van Uwe Majesteit, de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaar,
Le Ministre de L'Economie	De Minister van Economie
Johan VANDE LANOTTE	Johan VANDE LANOTTE
[DATE]. – Arrêté royal relatif aux modalités de transfert de certains bénéficiaires de la composante sociale du service universel	[DATUM]. – Koninklijk besluit betreffende de nadere regels inzake overdracht van sommige begunstigen van het sociale element van de universele dienst
ALBERT II, Roi des Belges,	ALBERT II, Koning der Belgen,
A tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 74, § 2, alinéa 2 et § 3, alinéa 3 et l'article 108, § 2 ;	Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 74, § 2, tweede lid en § 3, derde lid en artikel 108, § 2;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le [date];	Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op [datum];
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le [date];	Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting van [datum];
Vu l'avis [xxxxx/x] du Conseil d'État, donné le [date];	Gelet op advies [xxxxx/x] van de Raad van State, gegeven op [datum];
Considérant l'arrêté royal du 20 juillet 2006 fixant les modalités de fonctionnement de la composante sociale du service universel des communications électroniques, l'article 3.	Considerans koninklijk besluit van 20 juli 2006 tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van het sociale element van de universele dienst inzake elektronische communicatie, artikel 3.
Sur proposition du Ministre de l'Economie ;	Op de voordracht van de Minister van Economie;

Nous avons arrêté et arrêtons:	Hebben Wij besloten en besluiten Wij:
Chapitre 1 ^{er} . - Définitions	Hoofdstuk 1. - Definities
<p>Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par:</p> <p>1° « Loi » : loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ;</p> <p>2° « Institut » : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications tel que visé à l'article 13 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges ;</p> <p>3° « composante sociale » : composante sociale du service universel tel que mentionnée à l'article 74, § 1^{er} de la loi ;</p> <p>4° « opérateur renonçant à la fourniture de la composante sociale » : opérateur qui fournissait la composante sociale jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la loi du xxx portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques et dont le chiffre d'affaires portant sur les services de communications électroniques accessibles au public est inférieur à cinquante millions d'euros et qui dans les dix jours de l'entrée en vigueur de la loi du xxx portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques n'a pas déclaré à l'Institut son intention de fournir la composante sociale ;</p> <p>5° « client bénéficiaire » : abonné auprès d'un opérateur qui bénéficie de la composante sociale à la date d'entrée en vigueur de la loi du xxx portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques ;</p> <p>6° « réduction tarifaire » : réduction tarifaire appliquée en vertu de la composante sociale par l'opérateur renonçant à la fourniture de la composante sociale.</p>	<p>Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :</p> <p>1° "Wet": wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie ;</p> <p>2° "Instituut": het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie zoals bedoeld in artikel 13 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector;</p> <p>3° "sociaal element": sociaal element van de universele dienst, zoals vermeld in artikel 74, § 1, van de wet;</p> <p>4° "operator die afziet van de verstrekking van het sociale element": operator die tot aan de datum van inwerkingtreding van de wet van xxx houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie en van wie de omzet met betrekking tot de openbare elektronische-communicatiediensten lager is dan vijftig miljoen euro en die binnen tien dagen na de inwerkingtreding van de wet van xxx houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie niet zijn voornemen om het sociale element te verstrekken heeft aangegeven aan het Instituut;</p> <p>5° "begunstigde klant": abonnee bij een operator die op de datum van inwerkingtreding van de wet van xxx houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie het sociale element geniet;</p> <p>6° "tariefkorting": tariefkorting die wordt toegepast krachtens het sociale element door de operator die afziet van de verstrekking van het sociale element.</p>
<p>Art. 2. Dans le cadre de l'exécution de l'article 108, § 2, de la loi, l'opérateur renonçant à la fourniture de la composante sociale mentionne dans le courrier individuel et personnalisé qu'il adresse au client bénéficiaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'indication que la réduction n'est plus accordée parce que l'opérateur ne fournit plus la composante sociale du service universel, mais que d'autres opérateurs fournissent toujours cette 	<p>Art. 2. In het kader van de uitvoering van artikel 108, § 2, van de wet vermeldt de operator die afziet van de verstrekking van het sociale element in de individuele en gepersonaliseerde brief die hij aan de begunstigde klant richt:</p> <ul style="list-style-type: none"> - het feit dat de korting niet langer wordt toegekend omdat de operator het sociale element van de universele dienst niet meer verstrekt, maar dat andere operatoren nog altijd dit element

<p>composante via des réseaux fixes ou des réseaux mobiles ;</p> <p>- la liste et l'adresse de contact des opérateurs qui fournissent la composante sociale du service universel.</p>	<p>verstrekken via vaste of mobiele netwerken;</p> <p>- de lijst en het contactadres van de operatoren die het sociale element van de universele dienst verstrekken.</p>
<p>Art 3. Le client bénéficiaire d'un opérateur renonçant à la fourniture de la composante sociale qui souhaite continuer à bénéficier de ce tarif introduit à cet effet une demande de transfert auprès de l'opérateur fournissant la composante sociale de son choix.</p> <p>L'opérateur transmet cette demande de transfert sans délai à l'Institut.</p> <p>Dans le respect de l'article 22, § 2, alinéa 5 de l'annexe à loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'Institut vérifie le cas échéant si le bénéficiaire a encore droit au tarif social, conformément à la procédure de l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 20 juillet 2006 fixant les modalités de fonctionnement de la composante sociale du service universel des communications électroniques.</p>	<p>Art 3. Indien de begunstigde klant van een operator die afziet van de verstrekking van het sociale element dat tarief willen blijven genieten, dient hij daartoe een verzoek om overdracht in bij de operator die het sociale element verstrekt van zijn keuze.</p> <p>De operator zendt dit verzoek om overdracht onmiddellijk over naar het Instituut.</p> <p>Met inachtneming van artikel 22, § 2, vijfde lid, van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, verifieert het Instituut in voorkomend geval of de begunstigde nog recht heeft op het sociale tarief, overeenkomstig de procedure van artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 20 juli 2006 tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van het sociale element van de universele dienst inzake elektronische communicatie.</p>
<p>Art. 4. Le ministre qui a les télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.</p>	<p>Art. 5. De minister bevoegd voor telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.</p>
<p>Donné à , le [Date]</p>	<p>Gegeven te , [DATUM]</p>
<p>PAR LE ROI:</p>	<p>VAN KONINGSWEGE:</p>
<p>Le Ministre de l'Economie</p>	<p>De Minister van Economie</p>
<p>Johan VANDE LANOTTE</p>	<p>Johan VANDE LANOTTE</p>